L'Espace Politique
Revue en ligne de géographie politique et de géopolitique

30 | 2016-03
Géographie politique des temps urbains + Informalité, pouvoir et envers des espaces urbains (suite du précédent numéro)

En quête de leaders locaux à Jakarta – regards croisés depuis Johannesburg

Looking for local leaders in Jakarta – a comparative perspective from Johannesburg

Claire Bénit-Gbaffou et Jérôme Tadié

Éditeur
Université de Reims Champagne-Ardenne

Édition électronique
URL : http://espacepolitique.revues.org/4036
ISSN : 1958-5500

Référence électronique

Ce document a été généré automatiquement le 14 décembre 2016.

En quête de leaders locaux à Jakarta – regards croisés depuis Johannesburg

Looking for local leaders in Jakarta – a comparative perspective from Johannesburg

Claire Bénit-Gbaffou et Jérôme Tadié

Introduction

1 Cet article part de débats animés, engagés, entre deux géographes intéressés par la ville et le politique, à propos d'un terrain que l'un des auteurs a choisi de faire partager à l'autre. Nous avons choisi de les retranscrire ici, afin de montrer, en œuvre, l'élaboration d'une recherche. Cet article illustre le caractère profondément ancré de la construction théorique, aussi bien dans les contextes locaux et historiques spécifiques, dans l'observation comparative qui stimule le questionnement, que dans la personnalité et les trajectoires propres à chaque chercheur. Il montre l'évolution d'une pensée dans ses tâtonnements, ses explorations dialogiques et dans la confrontation d'expériences – fondée ici sur une amitié de longue date, un esprit de contradiction et de rigueur, le plaisir des boutades et de la joute intellectuelle.

2 Le point de départ de ce dialogue est une dispute sur le concept, à définir, d'« informel politique », et notamment la place de l'Etat, ses pratiques, ses règlements et ses institutions, dans le façonnement des logiques de pouvoir local dans les métropoles du Sud. Les deux auteurs choisissent de confronter ce concept en cours de construction à leur terrain – en choisissant une entrée empirique, qui prend la forme d'une enquête, voire d'une quête : ils partent à la recherche des figures de *leaders* locaux dans les quartiers populaires de Jakarta en proie à des dynamiques d'expulsions massives, sans pour autant qu'émergent des mouvements collectifs de résistance. Cette situation,

habituelle pour l'un, immergé depuis longtemps dans le contexte indonésien, pose question à l'autre, dont la pensée a été façonnée par l'histoire des luttes urbaines contre diverses formes d'oppression dans un contexte sud-africain. A travers l'analyse des figures de *leaders* (informels) locaux à Jakarta, contrastés avec celles analysées à Johannesburg, les deux auteurs affinent le concept d'informel politique, mais aussi replacent ces figures dans l'économie politique de leur métropole, et, grâce à la démarche comparative, mettent en lumière les soubassements institutionnels et politiques des pratiques de ces leaders.

Juillet 2014 : « Si tu peux m'inviter à une réunion politique de quartier, je viens » (Claire, juillet 2014)

3 Dans le cadre d'un programme de recherche collectif portant sur les dynamiques politiques informelles dans les villes contemporaines[1], la question de la place de l'Etat s'est posée de manière récurrente, notamment dans la tentative de définition du concept d'informalité politique. Alors que l'ensemble des membres du groupe s'accordait sur la notion en termes d'approche – l'intérêt d'importer la notion d'informalité du terrain économique au terrain politique dans les études urbaines – les désaccords ont fait jour sur la place à donner à l'Etat dans la définition et les mécanismes de cet informel politique. Les deux auteurs de cet article ont poursuivi le débat – chacun tenant une position aux deux extrémités d'un continuum entre Etat incontournable et Etat non pertinent pour comprendre les dynamiques de pouvoir en ville, dans des contextes de pays en développement. D'un côté en effet, Claire (qui travaillait sur le leadership politique informel à Johannesburg) définissait l'informel comme précisément l'ensemble des pratiques théoriquement régulées par un appareil légal ou réglementaire, mais qui y dérogent[2]. De l'autre, Jérôme (qui étudiait la nuit et les modes de régulation des pratiques économiques nocturnes) soutenait que mettre l'accent sur l'Etat était contre-productif : c'était rarement le prisme d'observation le plus pertinent pour comprendre les dynamiques de pouvoir à Jakarta. L'opportunité d'une courte mise en commun du terrain de Jérôme, à Jakarta, a permis d'approfondir la discussion, en l'absence d'un « terrain d'entente » à Paris, lieu initial de ces débats. Sur « son » terrain indonésien, Jérôme soumettrait son point de vue aux catégories d'analyses de Claire, et, espérait-il, les bousculerait. Claire souhaitait, quant à elle, mieux comprendre les raisons des résistances de Jérôme à l'Etat, et explorer les autres prismes possibles conférant à la notion d'informel politique une pertinence analytique.

Encadré 1 – Situer la conversation dans la trajectoire de recherche des deux protagonistes

Claire a construit sa trajectoire de recherche dans le Johannesburg post-apartheid, sur la question de l'activisme local et du changement urbain, en particulier à l'interface entre Etat et société. Elle s'attache d'abord à la figure des élus locaux, nouvellement élus, et chargés, à l'échelle de circonscriptions d'environ 30.000 habitants, d'être les courroies de transmission entre le quartier et la municipalité. Elle en critique l'absence structurelle de pouvoir, en les recadrant dans des institutions métropolitaines finalement très centralisées : elles sont construites pour opérer des redistributions fiscales des quartiers riches vers les quartiers pauvres, et éviter la captation du pouvoir par les partis d'opposition puissants à l'échelle des circonscriptions (2008). Elle s'intéresse alors relations clientélaires entre résidants et leurs élus, qui se développent à la faveur les institutions de la démocratie locale (2011). Cette recherche l'ouvre au poids des allégeances partisanes dans l'action de

ces élus, au sein d'un système de parti dominant, qui laisse finalement peu de place aux initiatives locales (2012). La difficulté croissante à conduire directement des recherches sur les logiques partisanes (au sein d'un ANC divisé par ses luttes factionnelles), ainsi que la réflexion sur son expérience personnelle d'activisme local à Johannesburg, conduit Claire à s'intéresser davantage aux *leaders* locaux informels (auto-proclamés, sans mandat électif). Ces leaders, qui prolifèrent à l'échelle du quartier et de la circonscription locale, entretiennent des relations d'opposition et d'alliance avec les structures locales du pouvoir (élu local, branche locale du parti), mais aussi avec une diversité de branches, d'agences et de départements publics, qui se multiplient à l'ère de la gouvernance néolibérale et décentralisée. Ces structures offrent aux leaders informels de multiples plateformes pour à la fois poursuivre leur « cause » locale, et simultanément construire leur propre capital économique et politique (avec Katsaura, 2014). C'est à ce point de sa réflexion qu'intervient le débat avec Jérôme sur la conceptualisation de l'informel politique.

Jérôme étudie de longue date les processus de contrôle informel de Jakarta. Il analyse d'abord le fonctionnement de la ville par le contrôle territorial quotidien aussi bien des petits caïds et des pickpockets que de la police ou des pouvoirs publics (2002). Il se penche ensuite sur l'utilisation des incendies de quartiers populaires, comme outil d'éviction et de transformation du tissu urbain d'une part, et comme instrument de création de bases clientélistes grâce à la distribution d'aide par les partis politiques locaux et les ONG qui leur sont affiliées (2012). S'intéressant ensuite au fonctionnement et aux contrôles des quartiers nocturnes (marchés de nuit, quartiers de bars et de boîtes, zones de prostitution, transports de nuit), il approfondit son questionnement sur le rôle de l'Etat dont les règlements ne sont bien souvent qu'apparence, tant les pratiques sur le terrain diffèrent des fonctionnements officiels, de manière encore plus visible dans ces quartiers fonctionnant de nuit (2015).

Août 2014 : positions de départ… un échange d'e-mails

4 **Claire** : Ce que j'aimerais faire: ça dépend surtout de toi, je ne veux pas être une charge… Mon idée, c'était de reprendre une ethnographie de quartier, en faisant le tour des leaders locaux, y compris les partis politiques (s'ils ont une branche dans le quartier), et leur demander comment ils définissent leur action dans le quartier (un thème 'local governance' très largement) ?… Est-ce que ça a un sens, à Jakarta et pour toi ? Dis-moi.

5 **Jérôme** : Pour ce qui est des partis politiques au niveau local je n'y crois pas vraiment. Même le nouveau président élu a été obligé de créer des mouvements de volontaires extra parti pour faire sa campagne tellement les partis ne veulent rien dire sorti des contextes personnels et individuels. Le deuxième parti en tête aux législatives nationales par exemple n'a pas été capable de trouver un candidat aux présidentielles. Comme le dit ma collègue Risa, ici les partis sont des regroupements d'amis.

6 Quant au niveau local, avec la décentralisation et pour diminuer l'effervescence en partis qu'on a eue après la chute de Suharto, on a obligé les partis, pour pouvoir se présenter, à avoir des bureaux dans je ne sais plus combien de districts. Dans les faits ça se traduit souvent par des boîtes postales (j'exagère à peine).

7 **Claire** : Effectivement ça change de l'Afrique du sud...

8 **Jérôme** : En t'écrivant, je me dis que mes difficultés à répondre à ta demande de tours de leaders locaux viennent de plusieurs aspects: moindre formalisation qu'en Afrique du Sud et transition "démocratique" bien différente ; structures des élites bien différentes dans les deux pays, personnalisation du pouvoir...

9 **Claire** : Oui, mais la personnalisation peut aussi se jouer à l'échelle locale : comment la personnalité en question arrive-t-elle à mobiliser les masses dans les quartiers (le vote) ? Il faut bien un contact à un moment donné, non ?

10 **Jérôme** : La seule chose qu'a introduite la dernière élection il me semble, c'est une volonté de changement nouvelle par rapport aux anciennes structures de pouvoir: pouvoir moins fort, plus dilué, éloignement (? à voir) des anciennes élites ; des leaders locaux divers allant des pouvoirs (?) religieux - mais à Jakarta ils ont des influences variables – aux pouvoirs des organisations proto mafieuses (dont le pouvoir dépend souvent des rentrées et de la distribution d'argent) en passant par l'armée, le gouvernorat, la police. En fait comme d'habitude certains disent qu'ils ont du pouvoir et sont respectés mais ce ne sont pas toujours eux dans les faits alors que d'autres sont plus mal connus. Je pourrai essayer de t'en donner une image globale, mais tous aller les voir me semble d'autant plus difficile que ça fait depuis longtemps que j'ai quitté mon quartier de thèse. Il faut les repérer et qu'ils veuillent bien nous recevoir. Le problème c'est aussi la langue. On verra comment on fait.

11 **Claire**– Pour les religieux, ça pourrait être un lien : cf. les Frères musulmans au Caire – structure associative et non partisane, mais qui en faisant 'du social' à l'échelle du quartier a construit la base électorale et populaire des partis musulmans lors de la brèche démocratique. Est-ce que ça s'apparente un peu à ça ?

12 **Jérôme** : On pourra reparler des tentatives du PKS, parti islamiste, pour créer une base sociale, en s'inspirant d'ailleurs explicitement du cas égyptien. A chaque catastrophe, ils étaient présents et je les voyais souvent lors de mes enquêtes sur les incendies de quartiers. Ce que je peux donc te proposer c'est donc:

13 - d'essayer de voir ce que donne la piste des partis, mais j'ai des doutes ;

14 - te faire rencontrer des gens qui parlent français, par exemple le chef du bureau de la ville au ministère des Travaux publics. Il pourra te donner une vision plus technique que la mienne mais bonne. D'autres seront également possibles et s'ils acceptent de parler (pas joué du tout) sont toujours intéressants.

15 - t'emmener sur mes divers terrains allant des caïds aux feux, à la nuit et aux fantômes.

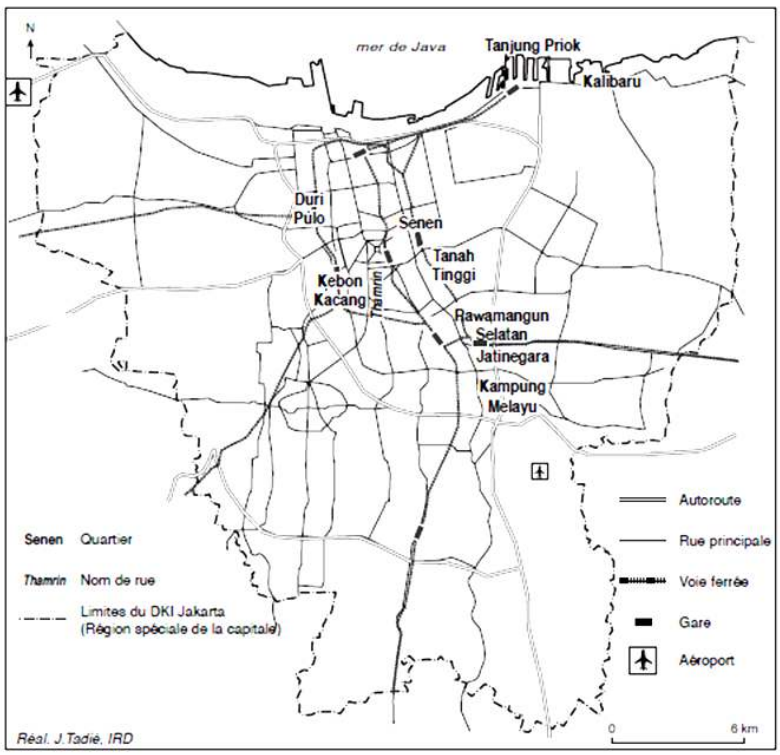
16 Qu'en penses-tu? J'y réfléchis encore mais donne-moi tes réactions. J'oubliais aussi les ONG locales.

17 **Claire** : Oui ! Elles pourraient nous donner leur idée des structures de pouvoir local. Mais une approche comme ça (comprendre un réseau de pouvoir local) demande de se focaliser sur un quartier. A toi de me dire si ça a un sens et si c'est faisable pour toi. Sinon, vas-y, fais à ton idée, ce serait intéressant de toute façon. Une question : t'auras envie qu'on écrive quelque chose ensemble, après ? Ou c'est juste comme ça (ce qui est bien aussi ! je ne suis pas en manque de choses à écrire... un projet, ça permettrait juste de continuer la discussion !). Si tu as envie, il faut poursuivre le questionnement : « à la recherche du politique au quartier, ce qu'une approche comparative nous dit », quelque chose comme ça...

Le séjour (septembre 2014)

18 Durant ce court temps du terrain commun (une semaine pleine), nous nous focalisons surtout sur les expulsions et recherchons les formes d'interaction entre résidents (et leurs éventuels représentants, de tous ordres) et structures étatiques (également multiples). Après une présentation générale de Jakarta *in situ* à travers divers types de quartiers de la métropole, nous nous concentrons sur les quartiers de Duri Pulo qui subit une éviction lente depuis une dizaine d'années ; Kalibaru, près du port de Tanjung Priok, où l'extension des activités portuaires conduit souvent à des conflits fonciers[3] ; Tanah Tinggi, quartier populaire en constant remaniement, non loin du marché de Senen ; et Kampung Melayu, sur les bords du fleuve Ciliwung. Nous réalisons sept entretiens longs : cinq avec des acteurs de la société civile (habitants et représentants d'ONG), un avec un représentant du Ministère des Travaux publics, et un avec un universitaire. A la suite de la visite, Jérôme réalise également des entretiens supplémentaires avec d'autres représentants d'ONG.

Figure 1 – Jakarta, localisation des sites mentionnés



Les expulsions et la question de la résistance

19 **Claire** – Ce qui frappe immédiatement le visiteur extérieur, c'est l'ampleur des constructions de tours dans les zones les plus centrales de l'agglomération, aux dépens des quartiers populaires, les *kampung*, qui sont dans de rares cas remplacés par des immeubles d'appartements sociaux. La question que l'on se pose en venant de Johannesburg est celle des réactions populaires à ces expulsions omniprésentes, ou du

moins spectaculaires, dans le paysage urbain : comment ne déclenchent-elles pas d'opposition massive de la population ?

Figure 2 – Mutations urbaines rapides



© J.Tadié, sept 2014, centre ville de Jakarta

20 **Jérôme-** L'Indonésie connait une période de forte croissance économique (près de 6% par an), qui se traduit par le remaniement accéléré des zones centrales de la ville, depuis les années 2010 – d'où cette impression de chantier permanent, avec la construction de tours d'appartements, de bureaux et de centres commerciaux, jusqu'aux zones limitrophes de Jakarta. Il s'agit à la fois de donner une image moderne à la ville – en déconsidérant, en retour, le *kampung* – et de faire entrer des zones entières dans l'économie moderne officielle. A cela s'ajoute le paradigme de la verticalité en relation avec la densification : on a beau dire que les *kampung* sont sans doute aussi denses si ce n'est plus (à l'horizontale) que les tours, ce n'est pas entendu dans la sphère publique.

21 Lors des expulsions, l'on trouve peu de logiques de confrontation à Jakarta. Si l'on a assisté à des émeutes des habitants expulsés sous le régime de Suharto, l'Ordre nouveau, celles-ci se sont souvent soldées par l'intervention des forces de l'ordre. Dans un contexte où l'on n'écoute que les plus puissants, résister est un risque important. A cela s'ajoute l'absence de tradition syndicale, en particulier depuis la répression du soi-disant « coup d'Etat communiste » de 1965 et les pratiques du régime de Suharto qui s'est efforcé de dépolitiser la société.

22 On explique aussi la rareté des confrontations par le recours usuel à des formes d'entente, de discussion et de consultation (*musyawarah*), que d'aucuns qualifieraient de paternalistes. Sous le régime de Suharto, ce consensus (*mufaqat*) qui suivait la délibération, était érigé en mode de prise de décision. Il provenait de visions du pouvoir à la javanaise, où l'on cherche à éviter le conflit en évitant les oppositions tranchées

(Anderson 1972). A ce titre, nos interlocuteurs ont fréquemment évoqué la *sosialisasi*, dont l'équivalent français serait « communication ». Les dirigeants actuels présentent régulièrement la résistance à telle mesure comme une incompréhension, un manque de communication : la lutte politique ne ferait que traduire la méconnaissance d'un bien public qui engendrerait le refus d'une « bonne » décision par la population.

23 **Claire :** Une dépolitisation en somme, qui résonne bien avec le discours néolibéral, et la généralisation de pratiques dites participatives (en réalité de « communication » sans réel partage de pouvoir) simplement en vue d'apaiser les conflits, non ? Comment ces consultations se passent-elles, concrètement ? Qui les mène ?

24 **Jérôme :** Il y a un répertoire d'intermédiaires, allant des chefs d'îlots et de quartiers (élus) aux chefs de districts (nommés) (**encadré 3**) en passant par les dignitaires religieux et des personnalités reconnues localement (dans certains quartiers, il peut s'agir de malfaiteurs). Ils jouent un rôle de facilitateur et d'entremetteur entre les autorités et la population, même si les habitant sont souvent dubitatifs à leur égard.

25 Lors des expulsions, ce qui est en jeu dans les tractations, ce sont les compensations financières allouées aux personnes qui ont des droits de propriété ou d'usage (souvent difficiles à faire valoir). Des relogements en appartements publics sont parfois proposés, mais cela reste exceptionnel. L'enjeu de la négociation réside donc surtout dans le montant attribué et les estimations divergentes de la valeur de ces terrains (voir **encadré 2**) – ce qui ne veut pas dire, d'ailleurs, qu'elles seront versées rapidement.

Encadré 2 – L'avenir dure longtemps à Duri Pulo, en cours d'expulsion depuis 15 ans

Encadré 2 – L'avenir dure longtemps à Duri Pulo, en cours d'expulsion depuis 15 ans



© J. Tadié, Sept. 2014. Maisons dispersées qui résistent : en vert, une mosquée toujours entretenue ; en arrière plan, un centre commercial, image de modernité



© J. Tadié, Sept. 2014. Graffiti demandant au milieu des années 2000, 7 millions de rupiah.



Duri Pulo fin des années 1990 (Dessin d'après photo aérienne, effectué par le Dinas Pemetaan DKI Jakarta). L'enchevêtrement des maisons et la densité du bâti distinguent Duri Pulo des quartiers voisins.



Duri Pulo en 2014 [Photo satellite tirée de Google Earth]. L'ancienne trame viaire est encore présente. Seules quelques rares maisons subsistent dans la partie orientale du sous-district.

26 **Claire :** Oui, j'étais étonnée de cette inertie, à Duri Pulo: dix ans que l'expulsion a commencé ! D'un côté ce quartier détruit est déprimant, avec ses résidus poignants de vie sociale, la persistance des mosquées toujours entretenues. De l'autre, cette inertie m'a finalement rassurée, comme forme de résistance, à la Bayat (1997), aux tentatives

d'ordonnancement formel. Mais dans quels cas est-ce l'inertie qui prévaut ? Les promoteurs ou la municipalité n'ont-ils pas des armes pour accélérer l'expulsion ?

27 **Jérôme :** Les terrains peuvent mettre du temps à être libérés tant qu'il n'y a pas d'accord sur le prix. La photo de Duri Pulo (la maison sur laquelle est inscrit le graffiti « Pour 7 millions de rupiah, c'est ok ») remonte au milieu des années 2000. Les habitants avec un droit de propriété formel sont toutefois une minorité[4]. Rémi Desmoulière (2011) avance que seulement 11% des habitants à Tanjung Priok ont des titres de propriété pleine, par exemple. Cela signifie un affaiblissement des réclamations, une fragmentation des résistances. Sans confiance dans les instances juridiques peu crédibles et corrompues, les gens s'en vont d'eux-mêmes, espérant trouver une alternative dans les *kampung* des environs.

28 Pour Duri Pulo, des militants d'ONG m'ont affirmé que la lenteur de l'expulsion est due au fait que le promoteur, un conglomérat privé, n'a pas un besoin urgent de ces terrains et qu'il a décidé de ne pas recourir aux services du gouvernorat de Jakarta pour les libérer. Pour envoyer les bulldozers, il faut une autorisation de la mairie et la participation de la police municipale : tout cela a un coût, il faut graisser des pattes. Parfois aussi, les incendies sont utilisés pour accélérer le processus (Tadié 2012).

29 **Claire :** J'ai toujours du mal à comprendre les processus d'expulsion, à partir des récits flous, voire contradictoires, des acteurs locaux rencontrés. Quel est l'intérêt de la municipalité, ou de l'investisseur, à ouvrir des discussions ? Quels moyens de pression ont les résidents ou leurs représentants pour obtenir quoi que ce soit ?

30 **Jérôme :** Leur intérêt est de montrer qu'ils respectent les habitants de la ville et qu'ils s'en occupent. Après tout, depuis le début des années 2000, ils sont élus par la population. Mais ce n'est pas clair et le flou est dans toutes les têtes : peut-être délibéré, fondé sur la multiplicité des expériences, la diversité des droits ou peut-être même l'arbitraire de l'Etat. En général, lors d'un processus d'expulsion, le représentant administratif local (le *lurah*, parfois le *camat* : voir **encadré 3**) organise une réunion avec les chefs de quartier (RW) et annonce qu'il va y avoir une expulsion. Ces derniers avertissent les résidents. Ensuite la municipalité envoie des employés mesurer les parcelles. Côté gouvernorat, on consulte (ou non) les registres de l'agence foncière (le cadastre) pour voir s'il y a des droits de propriété sur le terrain à vider. Mais le cadastre n'est pas toujours à jour ; il comporte beaucoup d'erreurs : une même parcelle peut avoir plusieurs titres de propriété ; c'est en outre une agence très corrompue. Puis les autorités locales envoient des géomètres, car le montant officiel des compensations dépend à la fois du titre de propriété, de la taille de la parcelle et de la nature du bâti. Ce registre, pendant longtemps, n'était pas accessible au public – information tenue secrète, rumeurs, incertitudes, sur lesquels peuvent jouer les chefs de quartier pour tenter de capter une partie des bénéfices. Ensuite, on « socialise » les compensations. Cela se veut public, mais ne concerne en réalité que la municipalité, ou l'investisseur privé, et des représentants ou porte-paroles du quartier.

La « société politique » existe-t-elle à Jakarta ?

31 **Claire** – Les résidents n'abordent pas leurs élus ou les partis politiques ? Si l'on suit Chatterjee (2004), cette population informelle, sans titres de propriété, et qu'il appelle « société politique » par opposition à la société civile, n'a souvent comme seul recours,

dans les sociétés du Sud démocratiques, que des arrangements avec les bureaucrates locaux ou les représentants élus du quartier. Ne pouvant faire valoir les droits qu'ils n'ont pas, les résidents informels font jouer la pression du vote (pour l'élu local) ou des formes de corruption quotidienne. Côté politique, les élus locaux défendent ces résidents informels car c'est leur base électorale locale : il y a échange clientélaire, mais c'est aussi un fonctionnement démocratique (« tu me défends, j'organise le soutien politique de mon quartier »), le pouvoir des pauvres, dit Chatterjee. C'est un des rares auteurs qui voit dans le droit de vote un vrai pouvoir des « subalternes », sans le discréditer ou l'affadir, mais aussi sans idéaliser la nature et le fonctionnement de cette démocratie, sans se faire d'illusions sur ce pouvoir et sa capacité (faible) à changer le système.

32 **Jérôme :** A Jakarta, les partis ne sont pas implantés dans les quartiers à un tel niveau micro-local. Ils peuvent y faire campagne, occasionnellement, à la veille des élections dans quelques quartiers symboliques, ou à l'occasion de crises – inondations ou incendies notamment. Le parti islamiste PKS, par exemple, s'est fait une spécialité d'organiser l'aide aux victimes d'incendies : distribution de denrées élémentaires, aide au déblaiement. Mais c'est ponctuel, dispersé, et n'aboutit pas à une implantation durable dans les quartiers, encore moins à un encadrement comme tu le racontes pour l'ANC dans les townships. Ce ne sont simplement pas des partis de masse.

33 **Claire :** Et, comme je le comprends à travers nos entretiens, la décentralisation à Jakarta s'achève à l'échelle de la province, le DKI [Région spéciale de la capitale] Jakarta, et ne va pas en deçà. Les membres du parlement élus à l'échelle provinciale représentent des circonscriptions de 400.000 à 800.000 électeurs, alors forcément, il y a peu de chance qu'ils s'intéressent au devenir d'un petit quartier de 50.000 habitants... et encore moins à l'expulsion d'un millier d'entre eux.

Encadré 3 – Les structures du gouvernement local à Jakarta en 2014

Encadré 3 – Les structures du gouvernement local à Jakarta, en 2014

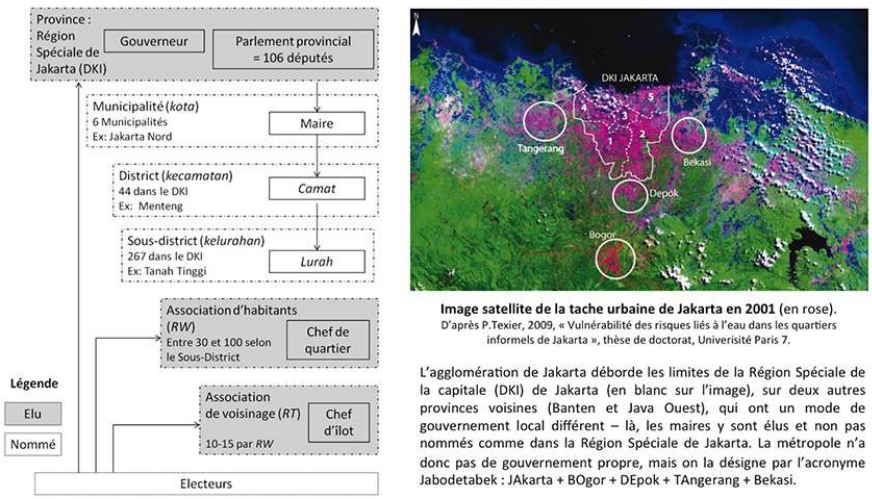


Image satellite de la tache urbaine de Jakarta en 2001 (en rose).
D'après P.Texier, 2009, « Vulnérabilité des risques liés à l'eau dans les quartiers informels de Jakarta », thèse de doctorat, Univerisité Paris 7.

L'agglomération de Jakarta déborde les limites de la Région Spéciale de la capitale (DKI) de Jakarta (en blanc sur l'image), sur deux autres provinces voisines (Banten et Java Ouest), qui ont un mode de gouvernement local différent – là, les maires y sont élus et non pas nommés comme dans la Région Spéciale de Jakarta. La métropole n'a donc pas de gouvernement propre, mais on la désigne par l'acronyme Jabodetabek : JAkarta + BOgor + DEpok + TAngerang + Bekasi.

Ce qu'a fait la décentralisation depuis les années 2000
Les RW et les RT remontent à l'occupation japonaise durant la Seconde Guerre mondiale (sous des noms différents). Leurs chefs étaient déjà élus par les résidents. Sous Suharto, ils organisaient la sécurité du quartier, et travaillaient en lien avec la police ou l'armée (Tadié 2006). Ils délivraient en outre les certificats de non appartenance au parti communiste, et jouaient donc de fait un rôle de surveillance politique des quartiers. Depuis la fin des années 2000, les chefs de RW sont payés par le Gouvernorat. Ils disposent d'un petit budget et organisent l'accès à certaines subventions d'Etat. A cette échelle du quartier, les choses ont peu évolué. Les échelons administratifs du *kecamatan*, du *kelurahan* et de la mairie sont restés également inchangés, malgré des débats sur le bienfondé du maintien du niveau du kecamatan. C'est le niveau provincial (gouvernorat) qui a émergé, avec un gouverneur désormais élu au suffrage direct (depuis 2007), et la déconcentration des bureaux régionaux des ministères sous son autorité.

Clientélisme

34 **Claire** – Donc, pas vraiment de « société politique » à la Chatterjee, à Jakarta ? Le seul contre-exemple que j'aie vu ici, qui semble atypique si ce n'est exceptionnel, c'est Sandyawan, ce leader d'ONG reconnue à l'échelle internationale, basé sur les bords du fleuve Ciliwung à Kampung Melayu. Jokowi[5] vient le consulter, en un meeting très médiatisé, à la suite de son élection au poste de gouverneur, et Sandyawan compose ce clip étonnant[6] montrant son soutien officiel à Jokowi, « le candidat des pauvres ».

35 **Jérôme :** Cela s'est passé en deux temps. Jokowi est venu voir Sandyawan en octobre 2012 à la suite de son élection comme gouverneur de Jakarta, à la recherche d'idées et de légitimation. Lors de cette visite, Sandyawan expose ses idées pour son quartier en instance d'expulsion, sur les bords du fleuve Ciliwung : le relogement des habitants dans des « kampung verticaux [plus] humains » sur le lieu même des anciennes habitations et avec plus d'espaces de sociabilité et d'activités que les appartements sociaux classiques.

Encadré 4 – Le « *Kampung* vertical humain »

Encadré 4 - Le '*kampung* vertical humain'
(même l'ONG Ciliwung Merdeka opte pour la rénovation – mais sur place)



http://ciliwungmerdekajakarta.wordpress.com/2014/08/19/changing-slums-into-multistory-kampung

La vision de Sandiawan (plus élaborée que le slogan de Jokowi en faveur du 'kampung vertical'), est de construire *sur place* des immeubles pour reloger les résidents de *kampung*, d'une manière qui ne compromette pas leurs ressources économiques et sociales.

Le modèle de Sandiawan propose des immeubles de logements en accès à la propriété, faisant la part belle aux espaces collectifs et aux commerces. L'approche en termes de réhabilitation (conserver les structures existantes et les modifier le moins possible pour les rendre conformes aux normes diverses) plutôt que de rénovation (détruire l'ancien pour construire du neuf), n'est pas reprise ici, malgré les difficultés de la propriété populaire collective dans le monde (copropriétés dégradées). Ce qui importe c'est de maintenir les structures sociales en présence.

36 **Jérôme :** Sandyawan se plaint que Jokowi ne soit plus jamais revenu après. En 2014, lors des élections présidentielles, Sandyawan, qui avait un passé d'opposant au régime de Suharto, ne pouvait que s'opposer à Prabowo, considéré comme à l'origine des émeutes et des morts de 1998, lors de la chute de l'Ordre Nouveau. Du coup, il a soutenu publiquement Jokowi lors des élections présidentielles, en particulier en diffusant cette chanson de soutien sur youtube.

37 Cela me gêne donc de parler de clientélisme ici, car il n'y a pas marchandage explicite des voix, pas d'échange négocié, pas de contrepartie évidente. C'est plutôt Sandyawan qui, se trouvant sous la sphère d'influence de Jokowi, s'assure le respect de son équipe. Si ceux-ci ont plus de réticences à déloger les rives de ce côté de la Ciliwung, c'est en effet à cause

des relations d'amitié qu'ils semblent avoir tissées. Dans les faits, ils ne sont pas du tout à l'abri des expulsions. De l'autre côté, Jokowi, en venant voir Sandyawan, place son gouvernorat sous le signe du souci et de l'écoute du peuple.

38 **Claire** – L'échange clientéliste n'est pas formel... Il ne s'agit pas de signer un contrat, ni même d'avoir un marchandage serré sur les votes : l'échange s'opère au sein de relations personnalisées, quasi-amicales tout en étant marquées par une inégalité de pouvoir. Elles sont continues, et construites au fil du temps, et pas nécessairement explicites - comme l'a très bien décrit Auyero (1999) à Buenos Aires : masquées derrière des liens décrits comme amicaux, de gratitude ou de dévouement. Mais il y a bien échange : l'image électorale pour Jokowi (qui, fort de son lien médiatisé et du soutien explicite de Sandyawan, construit ou raffermit son image du « président du peuple ») ; contre la protection relative du quartier, et une certaine influence sur le programme politique de Jokowi, pour Sandyawan. Les « *kampung* verticaux » de Jokowi, un des concepts clefs de sa campagne, font écho *a minima* à ceux proposés par Sandyawan. Celui-ci a l'air de croire à la sincérité des tentatives de Jokowi pour faire accepter les intérêts des plus démunis aux députés (à l'échelle de la région urbaine) et au ministère des Travaux publics. Donc, il y a bien un *quid pro quo* – un échange de bons procédés, de biens – chacun y trouvant un avantage.

39 **Jérôme :** Plus qu'un *quid pro quo* c'est un vrai quiproquo ! Comme nous l'avons vu lors de notre visite, les bulldozers et pelleteuses sont aux portes du quartier, sans qu'il n'y ait de promesse que les propositions de Sandyawan (le relogement sur place en *kampung* verticaux) soient mises en œuvre. Ils n'ont démoli « que » des commerces, contre une compensation financière aux commerçants, et ils étaient encore en attente trois mois après notre visite (m'a écrit Sandyawan). Leur présence peut montrer les limites des échanges clientélistes comme outil de protection du quartier (ce qui peut sembler paradoxal dans un pays où le clientélisme fait partie de la culture politique locale), mais on peut aussi interpréter ces hésitations à le détruire comme résultat de la médiatisation de cette éviction – le quartier est connu internationalement et est devenu une sorte de symbole grâce à l'action des ONG. Quoi qu'il en soit, ce qui semble faire défaut ici ce sont les possibilités d'avoir accès à des réseaux clientélistes solides, dans la durée.

40 **Claire :** C'est peut-être aussi la rareté de ces patrons politiques locaux capables soit de mobiliser un vote collectif significatif, soit d'avoir une aura suffisante pour influencer l'image politique du politicien. Je n'ai pas vu beaucoup de ces petits patrons politiques, ces leaders locaux, dans les quartiers que nous avons visités – alors que leur profusion est frappante à Johannesburg.

A la recherche des leaders / des médiateurs locaux

41 **Claire :** Il semble d'ailleurs que le concept de '*leader*' est flou en indonésien. C'était drôle : dans la conversation avec ton ami Suhadi, à Tanah Tinggi, j'en suis venue à parler de mon mari, leader associatif. Lorsque tu as traduit mon propos en indonésien pour Suhadi, il a cru qu'il s'agissait d'un caïd de quartier...

42 **Jérôme** – Le concept de *leader* n'existe pas vraiment en indonésien. Il n'existe peut-être même pas en français ! Il y a le concept de chef (*pemimpin*), celui qui dirige ; *kepala*, celui à la tête (littéralement) ; *ketua* (le doyen ou le dirigeant officiel) et celui de *tokoh* (personnalité). *Kepala et ketua* ont plus une connotation statique, de celui qui chapeaute.

Ketua, en plus, est celui qui a été placé là par les membres de son organisation au sens large, à cause de son expérience. On pourrait le traduire par doyen, bien que ce ne soit pas une traduction exacte. *Pemimpin* se place plus dans l'action et se rapprocherait du dirigeant, dans tous les sens du terme français. Finalement *tokoh* a une connotation également statique. C'est celui qui est respecté en raison de son aura ou de ses actions passées, ou en raison de ses pouvoirs hors du commun. Le *tokoh* n'a pas forcément une position formelle au sein d'une organisation. Les caïds se décrivent comme des *tokoh*.

43 **Claire** – C'est aussi le cas à Johannesburg : il est rare que les militants locaux se définissent eux-mêmes comme *leaders*. Il y a une sorte de pudeur (« demandez aux autres si je suis un *leader* ») – d'une part liée à la culture de l'ANC (on est toujours désigné par les autres pour être un *leader*, ce qui donne lieu à de drôles des campagnes – l'un d'eux avait sur son téléphone portable le message suivant : « *comrades, please nominate me* »), d'autre part à la difficulté de la légitimation locale dans des contextes locaux très compétitifs. Ce que je nomme les leaders parlent plutôt de militantisme pour se décrire eux-mêmes : « *I am an activist* », c'est-à-dire quelqu'un qui veut agir (*act*) pour changer les choses.

44 **Jérôme** - Le chef a longtemps été défini à Java comme « celui qui est suivi », celui qui a des fidèles, en raison de sa sagesse et de sa position dans l'ordre cosmique dont il contribue à maintenir l'ordre (Mulder 1992). La puissance d'un chef ne se voit pas d'après l'étendue d'un territoire délimité mais par la concentration de son pouvoir et le nombre de ses suiveurs (Lombard 1990). Un chef, c'est aussi quelqu'un qui te montre la bonne direction : ce n'est pas celle qui te conduit au conflit, mais celle qui te fait trouver un ordre juste. On retrouve la culture de la négociation dont on parlait tout à l'heure, celle mobilisée par Suharto pour ériger la *musyawarah* en mode de règlement des conflits, et qui a contribué à l'essentialiser comme élément de la culture indonésienne[7], même si elle renvoie souvent plus à une société égalitaire fantasmée et qui ne correspond pas du tout à la société hiérarchique que l'on trouve à Java. Soekarno comme Suharto ont instrumentalisé cette culture politique de la négociation pour maîtriser l'opposition. Mais depuis l'époque de Soekarno, les revendications politiques semblent réduites au silence, comme s'il n'y avait de place que pour des acteurs non visibles, des *dalang* – d'après le nom du maître de marionnettes dans le théâtre d'ombres : celui qui dirige tous les personnages et raconte l'histoire sans qu'on le voie. Ces théories d'un acteur tout puissant, qu'on peut rapprocher de théories du complot, prolifèrent dans les récits populaires des opposants ou de la société civile. Elles nourrissent ou se nourrissent peut-être d'un sentiment d'impuissance, individuelle et collective.

45 **Claire** – En Afrique du sud, la culture politique populaire fait au contraire une forte place à la confrontation. La violence est un moyen habituel, voire légitime, de résoudre un conflit – depuis sans doute les années 1980 et le soulèvement de la société civile dans les *townships*, pour rendre les villes (et le régime d'apartheid) « ingouvernables ». Elle s'est trouvée renforcée par l'échec relatif des formes institutionnelles de participation (Bénit-Gbaffou 2008). L'Afrique du sud est le pays d'Afrique qui connait le plus de manifestations de masse par an, par exemple. En Indonésie, je ne vois pas l'équivalent, et je comprends mal le statut des émeutes de 1998 dans la mémoire collective, et encore moins celui des massacres de 1965-66. Le fait que la transition du régime ait commencé par un bain de sang a peut-être découragé ce mode d'action collective ? Mais en même temps, ce sont bien ces manifestations qui ont conduit au départ de Suharto, donc elles ont été politiquement efficaces…

46 **Jérôme** – Des conflits politiques violents existent, mais ils sont rarement spontanés. En 1965 les massacres des militants communistes étaient organisés par l'armée, s'appuyant sur des caïds. En 1998, les émeutes prétendument spontanées ont été largement planifiées par l'armée en civil, même si elles ont pris place dans un contexte de manifestations étudiantes. L'armée tentait de discréditer le mouvement étudiant, notamment en organisant des pillages – mais elle a échoué à le faire et Suharto a été obligé de démissionner.

47 **Claire** – De toute façon, les émeutes sont rarement spontanées, il y a généralement des éléments moteurs (partis, groupes, mouvements sociaux, etc.) qui les cristallisent : cela n'enlève rien à leur puissance dans les imaginaires collectifs et dans les répertoires d'action possible. La réalité n'est jamais aussi simple que le « pur » concept – qui voudrait que le mouvement social soit spontané, ou bien au contraire qu'il soit unifié, inspiré par une idéologie cohérente…

48 **Jérôme** – Entre metteur en scène et meneur, qu'est ce qui fait qu'un *leader* apparaît ? Et qui considérerais-tu comme *leader,* parmi les gens que nous avons rencontrés ?

49 **Claire** – Un *leader* émerge dans une situation de crise, de mécontentent, de changement rapide et inacceptable pour un groupe qui en est la victime : une expulsion de quartier, une inondation, un incendie. Le groupe affecté devient une communauté temporaire, marquée par des griefs communs et qui cherche à construire des revendications collectives. Parfois les solutions sont différenciées, et tous les individus affectés n'ont pas les mêmes attentes ou revendications. C'est ce que décrit Jellinek (1991) dans le quartier de Kebon Kacang, où la menace de l'expulsion conduit à la division et finalement l'échec de la résistance collective : les locataires, les propriétaires sans titre n'ont pas les mêmes attentes et se contentent de moins que les propriétaires avec titre foncier. Mais, échec ou pas, elle montre aussi que c'est dans ces moments de crise, qu'apparaît une « communauté », momentanée, qui a besoin de porte-paroles pour négocier (avec l'Etat, l'ONG, le parti, l'expulseur) – portes paroles souvent autoproclamés, mais pas toujours.

50 **Jérôme**- Mais ces leaders autoproclamés sont opportunistes : ils tirent parti de la situation, profitant de la recherche par les autorités d'interlocuteurs, ou de leur situation initiale, pour en tirer des bénéfices : de l'argent, un poste, un logement moins cher, etc. Régulièrement, ils empochent une partie de l'argent de l'expulseur pour faciliter l'éviction plutôt que de l'éviter (voir **encadré 7**). Peut-on appeler ça des *leaders* ? Ne faudrait-il pas plutôt les comprendre comme des bénéficiaires de systèmes corruptifs ?

51 **Claire :** En fait, ce n'est pas si différent à Johannesburg. Les *leaders* sont souvent des profiteurs, qui se paient au passage. Mais en même temps, ils doivent apparaître comme des défenseurs du groupe, et leur faire obtenir un semblant d'avantage – ne serait-ce que pour pérenniser leur position de porte-parole. C'est cette dualité d'ailleurs qui m'intéresse, les deux faces étant irrémédiablement imbriquées : à la fois « sauveurs » ou protecteurs d'un groupe, et petit malfrats. Plus largement ce sont souvent des individus qui cherchent à construire un capital, économique comme politique.

52 **Jérôme** : Ai-je une vision idéaliste du bon chef par rapport au mauvais chef ? En tout cas on voit bien dans ton exemple la différence entre un *leader* et un chef : on a l'impression qu'il n'y aurait des *leaders* qu'en situation de crise, lorsque l'on a besoin de médiateurs et qu'il disparaît une fois la situation de crise finie, alors qu'un chef serait celui qui donne une direction, que ce soit en temps de crise ou non.

53 **Claire** – Un chef, c'est peut-être un médiateur qui dure… Les *leaders* ne sont-ils pas toujours opportunistes, au sens où ils ont le talent politique de saisir une occasion, un vide, un besoin et de se les approprier ? Et puis, quels qu'ils soient, ils sont toujours pris dans une double logique, un double jeu comme dit Bourdieu, qui peut les conduire à trahir leur base pour gagner du pouvoir (institutionnel ou personnel) ou du capital (Bénit-Gbaffou et Katsaura 2014). Mais c'est sûr, il y a des bons et des mauvais *leaders*, des *leaders* qui trahissent leur base (au risque de perdre leur clientèle), des *leaders* qui lui restent fidèles, même si leurs modes d'action peuvent changer.

La démocratie locale, ça compte, même dans les démocraties imparfaites

54 **Claire** – Pour en revenir à ta question « comment émergent les *leaders* ? », outre les moments de crise qui expliquent leur surgissement, il y a une deuxième structure d'opportunité qui permet à des leaders locaux d'émerger : liée à la nature ou au degré de démocratie locale et au niveau de décentralisation. Des *leaders*, ou peut-être ici vaut-il mieux parler de médiateurs, émergent lorsque s'ouvre une opportunité d'interaction avec des pouvoirs dominants. A Johannesburg, les débats à l'échelle du *ward*, les *ward committees*, pourtant très dominés par l'ANC, appellent des individus à faire campagne pour se faire élire conseillers de l'élu local, sur une base volontaire et à titre gratuit. Ces élections, autant que les débats publics que l'élu local doit convoquer chaque mois, c'est l'opportunité pour tout activiste de parler en public, de se positionner, de se faire connaître et reconnaître.

55 **Jérôme** – En revanche, je ne suis pas sûr que les chefs de quartiers (RW) ou d'îlots (RT), qui sont élus localement, soient des *leaders* au sens où tu l'entends. A Tanah Tinggi, par exemple, quartier de 40.000 habitants, il y a 14 RW : les RW représentent environ 3.000 habitants chacun. Chaque RW est divisé en une dizaine de RT. Donc le RT représente une centaine de résidents à peu près. Bien qu'élus, ils forment davantage une administration déconcentrée qu'un échelon de l'appareil politique. Ils ont un pouvoir de relais des besoins locaux et d'administration : ils fournissent les lettres nécessaires pour établir une carte d'identité ou contribuent à identifier les destinataires de l'aide sociale. Ils ont parfois du charisme ou une reconnaissance sociale : ce sont des sortes de notables, mais ils n'ont pas nécessairement de fidèles, et n'ont en réalité que très peu de pouvoir. Dès lors, ils sont rarement les éléments moteurs de la confrontation s'il y en a une. Et le semblant de démocratie locale, leur élection, qui ne s'assortit d'aucun pouvoir réel de représentation et de négociation, les place plutôt en dehors des sphères politiques, d'autant qu'ils semblent perçus et traités comme des subalternes par l'administration locale.

56 **Claire**– Mais quel est le statut – officiel et social – des chefs de RW et de RT ? Sont-ils considérés comme des représentants de l'Etat, ou comme ceux du groupe local ? Comme des fonctionnaires relayant le pouvoir municipal, ou comme des élus de quartiers ? S'inscrivent-ils dans des partis politiques ? Le maire a-t-il besoin de leur soutien politique ? On ne le dirait pas.

57 **Jérôme** - Sullivan (**encadré 5**) analyse bien l'ambiguïté du rôle de ces chefs de quartier, qui existaient avant la démocratisation et la décentralisation, puisqu'ils sont apparus sous l'occupation japonaise. D'une part ils émanent de la « communauté », d'autre part, en

raison de leur interface avec le pouvoir, ils sont des instruments de l'Etat. Quand l'Etat exerce un contrôle fort, sous l'Ordre nouveau par exemple, la seconde vision prévaut ; quand c'est moins le cas, sous la période de la Reformasi depuis 1998, c'est la première, sans être non plus toujours aussi tranché dans la pratique.

Encadré 5 – Des leaders u service de l'État sous Suharto ? d'après Sullivan

Encadré 5 – Des leaders au service de l'Etat sous Suharto ? d'après Sullivan

« La différence entre un dirigeant avant tout communautaire, au service d'un État implacable, et un fonctionnaire politique, qui sert une communauté locale, est extrêmement subtile. Mais elle est importante. Le premier point de vue – communautaire – tend à faire des membres du *kampung* les complices de leur propre oppression. Croyant que les *Rukun Warga*, que leurs bureaux et leurs responsables sont des leurs, ils aident volontairement l'État à limiter leurs mouvements, leur accès au marché du travail, leurs revenus. Lors des périodes troubles, ils perçoivent le *kampung* comme un havre, ses fonctionnaires comme des protecteurs, alors qu'il aurait mieux valu voir celui-là comme un piège et ceux-ci comme une menace. Grâce à leurs efforts de coopération volontaires, ils libèrent des fonds publics en faisant le jeu de ceux qui sont déjà riches et puissants.

La plupart des habitants d'un *kampung* refuseraient la présence de l'État s'il était en leur pouvoir de le maintenir à l'écart du *kampung* ; dans la situation présente, ils nient sa présence et ne le reconnaissent pas comme un pilier de leur communauté. Ce déni est la réussite majeure de l'État et son principal avantage dans le domaine du gouvernement local. On peut supposer que les communautés seraient moins coopératives et moins communautaires si elles admettaient que l'État avait la mainmise sur leurs vies. Cependant, en l'absence d'autres changements – sociaux, politiques et économiques – des *kampung* moins prêts à coopérer, moins communautaires risqueraient seulement de rendre la vie de leurs membres plus dure et plus dangereuse. »

Source: J. Sullivan, 1992, p.170-171 (traduction parue dans Tadié, 2006, p. 134)

58 **Claire** – Cela me fait penser aux élus locaux noirs sous l'apartheid (dont le vote était d'ailleurs largement boycotté par les résidents, et en tout cas par les mouvements sociaux et de libération). Ils étaient élus, complices du régime, avaient un petit pouvoir discrétionnaire, minimal, et étaient surtout les relais du régime : certainement pas considérés comme des *leaders* locaux par la population – au sens d'être suivis, d'être porte-parole, d'indiquer la voie… Mais le système d'apartheid tout entier était ouvertement contesté. Ce n'est pas le cas pour le régime indonésien post Suharto.

59 **Jérôme** – Je ne suis pas sûr que les chefs de quartiers aient l'impression de cautionner un régime quel qu'il soit. Depuis peu (2008), les chefs de RW obtiennent du gouvernorat de Jakarta un budget opérationnel, qu'ils considèrent en pratique comme une rétribution, modeste, pour leur travail. Ils disposent aussi d'un budget pour l'équipement du quartier, qu'ils reçoivent du *kelurahan*, et qu'ils distribuent ensuite aux chefs d'îlots (RT), en fonction de leurs besoins et de leur projet. Le dernier projet en date, nous a dit Cani pour Tanah Tingi, c'était de refaire les ruelles et d'y recouvrir les canaux d'évacuation des eaux usées, qui couraient le long des rues, avec des dalles. La politique locale au sens où tu l'entends, celle de la confrontation des partis ou des personnes, ne se retrouve que rarement à ce niveau-ci. Ces chefs locaux sont vus par la population comme des administrateurs du quartier. Ils œuvrent d'ailleurs en partenariat avec, pour ne pas dire sous le contrôle des fonctionnaires du *kelurahan*, et les tentatives de rémunération des chefs de quartier n'illustreraient que la volonté du gouvernorat de les contrôler.

60 **Claire** – Mais donc, ces chefs locaux ont un petit pouvoir discrétionnaire… De parfaits ' *street level bureaucrats*' (Lipsky 1969), dont le pouvoir repose sur la petite marge de manœuvre tirée de leur position d'intermédiaire : leur proximité au terrain (et leurs rapports individualisés avec les résidents), et leur connaissance des règlements, des hiérarchies et des manières de faire du gouvernement. Ils peuvent choisir de favoriser tel

ou tel RT, tel ou tel îlot, tel ou tel projet, sans qu'il y ait de règles strictes ni de débat public...c'est ce que j'aurais aimé pouvoir creuser, mais cela a été difficile (voir **encadré 6**).

Encadré 6 – Mener un entretien à Jakarta

Encadré 6 – Mener un entretien à Jakarta

Avec Cani, Secrétaire de RW, ancien chef de RT à Tanah Tinggi. L'entretien se passe sur son lieu de travail (il est agent de sécurité dans une station service fermée depuis peu). Nous le rencontrons en début d'après-midi, ce sont des retrouvailles amicales avec Jérôme. Cani nous offre un thé glacé et des *krupuk*, déconseille à Claire de s'assoir sur la banquette (où vient souvent le fantôme d'un enfant comme il l'avait dit à Jérôme lors d'une conversation précédente). Jérôme prend et donne des nouvelles, puis l'entretien commence.

Claire : Qu'est ce que ça fait, un chef de quartier ?
(Jérôme traduit)
Cani : ça résout les conflits
(Jérôme traduit etc.)
Claire : Comme quoi par exemple ?
Cani : Quand les gens ont un problème ils viennent me voir.
Claire : Par exemple, quels types de problèmes rencontrent-ils ?
(Pas de réponse claire)
Claire (ne se décourageant pas) : Cette semaine, quelqu'un est-il venu vous voir ?
(Pas de réponse claire)
Claire (tentant une autre approche): Ils viennent vous voir à la maison, ou vous avez une maison de quartier ?
Cani : A la maison
(...)
Claire : Quand il y a une éviction en cours, qu'est ce que vous faites en tant que chef de quartier ?
Cani : On ne peut rien faire.
Jérôme (venant à la rescousse) : Mais la dernière fois, quand il y a eu l'incendie, vous êtes bien allés voir le député?
Cani: Oui.
Jérôme: Qu'est ce que ça a donné ?
Cani : Rien.

Claire explique qu'à Johannesburg, les élus locaux sont plus proches du quartier, ils ont intérêt à défendre les résidents parce qu'ils veulent être réélus. A Jakarta les députés représentent plus de 100000 votants, alors les votes d'un quartier ça ne compte pas... Mais quid alors de l'échelle des RW ? Que font les RW concrètement ?
Cani finit par raconter que les RW répartissent les subventions de l'Etat entre les sous quartiers et leurs élus, les RT, en fonction des demandes et des besoins. A la demande pressante de Claire, il finit par dire que la dernier budget du quartier a été consacré à la couverture, par des dalles, des canaux de drainage.

A la fin de l'entretien, Cani confie à Jérôme : « c'était une discussion intense ! ». Autrement dit, nous l'avons un peu fatigué, avec notre feu roulant de questions... et Jérôme d'expliquer à Claire que si nous avons pu poser tant de questions, c'est parce qu'il a de forts liens d'amitié, construit au fil des ans (quinze ans), mais qu'à la fin il en a eu assez.

61 La différence avec les *ward councillors*, malgré tout, c'est le caractère public des débats, où peuvent émerger les contestations, les accords ou désaccords, les soutiens et expressions publiques de loyauté. J'étais stupéfaite d'apprendre de Rémi (à propos des expulsions de Tanjung Priok), ou en lisant Jellinek (1991), que les chefs de quartiers ou les équipes *ad hoc* de négociations qui mettaient la main sur le plan d'expulsion ou autres documents, ne les présentaient pas au public, mais tiraient du secret une rente pour pouvoir bénéficier individuellement des négociations – au détriment des résidents et de l'essor d'une résistance collective. Les *ward councillors* peuvent certes refuser de présenter l'information au public ; ils ne s'en privent pas. Ils représentent souvent davantage l'ANC que les résidents, et se retrouvent de fait du côté de la municipalité dans la plupart des cas. Mais ils sont pris à parti. Des militants ou *leaders* locaux peuvent exiger la publication de ces documents. On en parle, on se mobilise, on recoupe plus ou moins l'information – bien sûr à travers l'expression d'intérêts individuels et pas nécessairement la plus grande franchise de tous et sur tout... je n'idéalise pas !

Encadré 7 – Tanjung Priok et Kalibaru

Encadré 7 – Tanjung Priok et Kalibaru

A Tanjung Priok, le port ne cesse de s'étendre au détriment des *kampung* des alentours. Rémi Desmoulières (2011) a étudié les différentes modalités de ces expulsions, et les formes de mobilisation employées par les résidents menacés d'expulsion. Il relate notamment le cas de Kalibaru, où un ensemble de 11 leaders locaux, la Team 11, a réussi à négocier avec les autorités portuaires l'expulsion résidentielle contre un relogement, ainsi que la garantie d'un certain nombre d'emplois dans la zone portuaire. Durant notre visite, de nouveaux « représentants », la Team 9, étaient censés représenter les habitants lors d'expulsions dans une autre partie du quartier. Mais ils sont suspectés par les résidants d'empocher de l'argent des autorités portuaires, pour finalement faciliter les expulsions.



© C Bénit-Gbaffou, sept 2014. Constructions de bois sur deux niveaux, connections électriques enchevêtrées, animation commerciale, et protection contre les poussières de bois.



© C Bénit-Gbaffou, sept 2014. Rue donnant sur le port (à gauche), où les poids lourds disputent l'espace aux activités sociales (voir la tente de mariage, en violet, à l'arrière plan). A droit de la photo: une clinique de l'autorité portuaire (bleue), destinée aux marins (et non aux résidents) pour une éventuelle mise en quarantaine. A l'arrière-plan, es échoppes en bois sur deux niveaux, spécialisées dans l'import export de bois.



© J Tadié, sept 2014. Limite entre la zone portuaire et les *kampung* en voie d'éviction à Kalibaru

62 **Claire** – Ce dont le cas jakartanais m'a fait prendre conscience, c'est de l'importance de ces structures de la démocratie locale : des circonscriptions électorales suffisamment petites pour que le vote d'un quartier ait de l'importance pour un élu local ; des réunions publiques qui, aussi formelles et formatées soient-elles, sont l'occasion de parole publique, d'interpellation, de compétition oratoire et politique. A force d'être critique sur leur fonctionnement, leur formalisme, leur capture par le parti, les formes de consentement et d'assoupissement des colères locales qu'ils engendrent – et sur l'élu local qui répond plus à son parti qu'à ses électeurs, qui est privé de pouvoir au sein de la municipalité (Bénit-Gbaffou 2008, 2012) – je n'avais pas vu à quel point ces formes de la démocratie locale engageaient du débat, des compétitions parfois délétères et facteurs de fragmentation locale, mais aussi ferments de la vie politique locale.

63 A Jakarta, l'impuissance face aux expulsions semble d'autant plus complète qu'il n'y a pas d'homme politique que cela puisse toucher : les chefs de RT et RW n'ont aucun pouvoir et ne comptent pas dans les élections politiques locales ; les députés, seuls élus locaux avec le gouverneur, sont élus à une échelle trop large pour se soucier d'un problème d'un quartier. L'arme politique à la Chatterjee (monnayer son vote, ou celui d'un petit groupe) ne marche pas, faute de décentralisation en deçà de l'échelle du gouvernorat. Le droit n'est pas non plus un recours dans une société ou les droits d'usage n'ont pas de reconnaissance solide ; les ONG ont un pouvoir limité, sur les quelques quartiers dans lesquels elles sont implantées mais sans produire un contre-discours métropolitain entendu sur les expulsions par exemple. Donc, peu de médiateurs, peu de *leaders*, peu d'informel politique en ce sens-là.

Informel politique et Etat

64 **Claire-** Alors, ici, qu'est-ce que l'informel politique ? Est-ce un informel qui s'organise au sein de l'Etat ? Une manière d'endormir et de gérer les populations sous couvert de démocratie locale qui n'en est pas une ? L'utilisation comme extension du pouvoir d'Etat de ces résidents qui ne sont pas vraiment des fonctionnaires mais en ont certaines prérogatives (signer les certificats de résidence, attribuer les cartes d'alimentation, etc.) ? Mais tu vois que l'Etat est bien présent, même à Jakarta...

65 **Jérôme** – Ici la question n'est pas tant de savoir si l'Etat est présent ou non, mais si, pour comprendre ce qui se passe dans les dynamiques de pouvoir au quartier, on doit mettre l'accent sur l'Etat. Voir de l'Etat partout, c'est voir l'arbre et non pas la forêt ! Dans la mise en œuvre du gouvernement de tous les jours, tu vois bien qu'il y a beaucoup d'écarts à la règle. Si la loi est un outil qui place les agents chargés de la faire respecter dans une position corruptible, en revanche elle ne détermine pas qui va faire du racket, depuis les caïds de coin de rue, les soldats ou policiers qui arrondissent leurs fins de mois, les notables locaux que l'on va consulter pour résoudre un conflit. L'informel politique renvoie à un fonctionnement, mais celui-ci est-il forcément articulé au pouvoir de l'Etat ?

66 **Claire :** A Johannesburg, on peut dire que l'Etat, à diverses échelles et par différents agents, est central pour comprendre la gouvernance urbaine et les pratiques politiques (au sens large) des résidents. Parce qu'il distribue des ressources (accès au logement public, ou du moins perspective d'accès ; pension de retraite ; pension pour les mineurs ; emplois temporaires ; nourriture, etc.), il est essentiel pour les résidents pauvres d'y avoir accès dans leurs stratégies de survie. La société politique ou les arrangements (avec les structures du parti, l'ANC, surtout, à Johannesburg) émergent parce que ces ressources sont trop peu nombreuses pour être distribuées à tous les ayant-droit. C'est le cas pour le logement public qui est en partie une promesse, un espoir, une attente, où se pose la question de l'ordre d'attribution et de la « faveur » qu'il faut cultiver – pour avoir un coupe-file ou être assuré qu'on est bien « sur les listes » (opaques et très complexes). Cette configuration est proche de ce que décrit Gay (1999) : le droit se transforme en faveur, parce que dans un contexte de pauvreté massive et de ressources publiques limitées, les programmes sociaux existent mais ne peuvent être mis en œuvre que très imparfaitement et très graduellement. Et le parti en joue, pour construire et consolider sa clientèle.

67 **Jérôme :** A Jakarta, ces ressources publiques sont moins nombreuses et surtout très récentes. La reconnaissance administrative des résidents informels est moins centrale dans les stratégies de survie. Mais cela change. Les programmes d'aide publique aux pauvres se multiplient depuis les années 2000 : cartes de pauvreté, distributions régulières de riz subventionné, aides aux écoliers, aide médicale, aides monétaires... C'est vrai que cela donne plus de pouvoir discrétionnaire aux chefs de quartier à qui l'on demande d'enregistrer les pauvres, et que peut-être l'informel politique au sens où tu l'entends se développe aujourd'hui.

68 Mais qu'est-ce que tu appelles exactement l'informel politique, en définitive ? Les caïds de quartier qui contrôlent plus ou moins le territoire ? Le chef d'îlot dont la présence près du fleuve empêche les résidents d'y jeter leurs ordures et permet la mise en place d'une certaine régulation de la collecte – mais qui s'effondre dès qu'il déménage loin de ce point stratégique (**encadré 8**) ? Le législateur qui sait que la loi qu'il édicte ne sera pas

respectée ? L'administrateur pour qui les infractions au règlement sont une source de revenus ? Les citadins qui ont développé un sens de la manière officieuse dont les choses se font à Jakarta et en Indonésie, à l'écart des textes écrits ?

Encadré 8 – Le file le plus chiant du monde (JT)

Encadré 8 – « Le film le plus chiant du monde » (JT)



X, employé de l'ONG Ciliwung Merdeka, à la renommée internationale, nous raconte que la rivière qui traverse le quartier est le dépotoir et l'urinoir du *kampung*. Il mentionne même un chercheur américain qui a planté ses caméras sur les berges, pour mesurer le flux et l'entassement des ordures, en continu pendant trois jours.

© J.Tadié 2014. Sur les bords de la Ciliwung, depuis la maison de quartier de l'ONG Ciliwung Merdeka.

L'ONG Ciliwung Merdeka a tenté d'établir un programme de collecte des ordures avec les habitants, avec l'aide d'une doctorante française. En théorie, la collecte municipale est gratuite mais les quartiers doivent organiser eux-mêmes la collecte au niveau micro-local – les ruelles du *kampung* sont trop étroites pour le passage des véhicules et les résidents devraient payer un ramassage privé. Beaucoup ont donc tendance à jeter leurs ordures dans les espaces ouverts, la rivière en particulier. Auparavant, le chef d'îlot (RT) habitait près de la rivière, donc pouvait contrôler les dépôts d'ordure sauvages. Mais il a déménagé plus près de la rue il y a un an, et les gens recommencent à jeter leurs ordures sur la berge. L'ONG n'a pas cherché à rétablir le contrôle ou relancer le programme de sensibilisation, « parce que tout le monde sait que l'expulsion est pour bientôt ».

69 Tout cela pour moi c'est de l'informel politique, de la gouvernance urbaine quotidienne, où les logiques officielles, étatiques, importent peu ; ce ne sont plus les règles écrites qui sont à l'œuvre. On a ici des pratiques quotidiennes, des arrangements entre personnes, groupes et leaders, qui créent leurs propres normes indépendamment des règles officielles, devenues trop lointaines pour servir de référents.

Encadré 9 – Eddy le Cinglé, Madurais de Surabaya

Encadré 9 - Eddy le Cinglé, Madurais de Surabaya

« Je suis arrivé en 1968 ou 1969 de Surabaya. J'avais un ami qui faisait des allers-retours de Jakarta. Il partait dix jours et rapportait beaucoup d'argent. J'ai voulu suivre. J'avais un pantalon, des sandales et j'ai voyagé en train pendant trois jours jusqu'à Jakarta. Je suis arrivé à 3 heures du matin à Jatinegara. En arrivant j'ai demandé : "Où est Jakarta ?". On m'a dit : "Ceci est Jakarta". Puis j'ai été poursuivi par six pédés. J'ai couru, je suis tombé sur une pierre. On m'a soigné…

Je n'avais plus d'argent et j'ai vendu mon pantalon. J'habitais sur le trottoir en me protégeant par des cartons. Au début, j'étais près de Sarinah [sur l'avenue Thamrin]. Puis on m'a dirigé vers Senen, où j'ai rencontré Si Pelat (de Surabaya). Il était le maître [*pegang*] de Kramat. Il y avait un bain public. On m'a demandé de me laver, on m'a donné des vêtements et un cabanon. On m'a dit de m'occuper du parking[1]. Au début, nous étions cinq. À tour de rôle on arrivait dans l'après-midi, on portait les paquets des fouilleurs de poubelles, comme des clochards. À 19 heures, on faisait le parking devant le restaurant Beringin qui était le plus en vogue.

Peu à peu j'ai travaillé seul. Je faisais venir des jeunes de Surabaya. Je les formais comme à l'école militaire pendant 3 à 6 mois : je leur donnais un salaire, des vêtements, de la nourriture, etc., puis des tickets de parking et ils m'apportaient leurs recettes.

À l'époque l'avenue Kramat Raya n'avait pas été élargie : il y avait de nombreux bars, billards et discothèques et des magasins d'accessoires de voitures. Seulement ceux-ci ont été déménagés au Proyek Senen. Depuis le carrefour avec Suprapto, après le cinéma Grand, jusqu'à un peu plus au sud sur Kramat Raya, c'était à moi.

En 1972, bagarre contre les Makassar. En 1972-1973, nous nous sommes battus à Cikini pour la rue Kebon Binatang III. Les Betawi se sont repliés. Il y avait là un restaurant de *gado-gado* [une salade aux légumes pimentés] , très animé, où il n'y avait que des Chinois. Après trois mois de sécurité, je laisse l'endroit et j'en cherche un nouveau.[…] Le gouvernement ne savait pas encore que l'argent du parking était bon. Même si à l'époque on ne donnait que 20-25 *rupiah*, ça finissait par être assez lucratif. Nous étions clochards mais nous avions deux endroits là.

Source : Extrait d'entretiens, 2009-2010, cité in Tadié, 2006, p.204

[1] Il s'agit du parking informel : moyennant pourboire (plus ou moins obligé), les voitures sont gardées et on les aide à se garer.

70 Dans cet extrait qui m'avait été raconté par un ancien caïd du quartier de Senen, tu vois comment il s'était inséré dans des réseaux de contrôle d'une activité à Jakarta, en dehors de toute intervention étatique. Tu peux analyser cela de deux manières. L'une étatique, qui verrait des interstices laissés de façon délibérée par l'Etat à la société pour gérer son propre territoire. La gestion des parkings est alors en filigrane une histoire d'Etat. Mais dire que l'Etat est permissif, invasif ou implacable, ne permet pas d'étudier en détail ce qui se passe sur le terrain. L'autre lecture pourrait être qualifiée de citadine et montre comment des groupes gèrent (de façon informelle et en dehors de toute intervention étatique) des espaces et des activités. Là, la référence à l'Etat commence à importer seulement à partir du moment où il devient un acteur du parking, et pas avant. Son intervention conduit à la déstructuration du secteur, à la reconfiguration des batailles pour le territoire, la corruption des fonctionnaires : mais tout cela vient par la suite et n'est pas initialement constitutif des arrangements locaux des habitants. Ce qui m'importe, ce sont plutôt ces arrangements entre résidents à l'échelle du quartier : une série de règles attachées au lieu, tacites mais que tout le monde connait, respecte sous peine de sanction, ou cherche à contester – et alors c'est au prix de batailles.

71 **Claire** – Il me semble qu'il y a deux manières de comprendre l'informel politique :

72 1) une gouvernance quotidienne, interne au quartier ou au site (un marché une boite de nuit, par exemple), largement menée par des chefs ou des patrons locaux (des « *leaders* » ?). Il peut ou non y avoir intervention de l'Etat, mais elle est minimale. Il s'agit d'un espace approprié par les résidents, comme la régulation des parkings que tu évoquais ; ou de nombreux marchés informels dans les villes africaines, ou mêmes de certains bidonvilles – qui au-delà d'une certaine échelle, requièrent la mise en place d'une organisation, d'une régulation (informelle car non sanctionnée par l'Etat ou une règle écrite) par certains

usagers en position de pouvoir. Cette organisation d'ailleurs se fait souvent en contrepartie d'une rente, prélevée par ces leaders locaux, jugée légitime ou non. La rente attire souvent l'attention de l'Etat, qui soit accepte cette gouvernance informelle en contrepartie d'une fraction de cette rente (prélèvement formel ou non), soit cherche à regagner ce terrain (comme celui des parkings que tu évoques). Je comprends que ces formes d'organisations de la société t'intéressent en tant que telles, au-delà d'un lien de délégation, de laisser-faire, de prélèvement par les agents de l'Etat. Mais, pour continuer à te provoquer, il me semble que ces formes d'autorégulation locale reproduiraient des fonctions étatiques : protection, taxation, administration d'un territoire... : elles sont proto-étatiques ! La réflexion sur l'Etat et sa formation ne serait peut-être pas si inappropriée même pour comprendre ces modes de gouvernance informelle.

73 2) l'informel politique comme jeu autour de la loi, avec les normes de l'Etat. L'Etat étant multiple, constitué d'agents variés, obéissant à différentes règles, normes, orientations, mandats... les espaces de négociation avec la loi – ces zones floues – sont multiples et significatifs. C'est là que je cherche l'informel politique – et il semble qu'à Jakarta il n'existe pas, ou en tout cas, je ne l'ai pas trouvé ! Au regard de la quotidienneté des expulsions, la banalité des inondations et des incendies dans les quartiers populaires, je ne vois qu'un très faible pouvoir des acteurs locaux : pas de capacité ou d'efficacité de médiation avec l'Etat (cas des expulsions), capacité limitée à obtenir des indemnités, une intervention négociée, un relogement proche, ou même une aide ponctuelle (cas des incendies, inondations). Peut-être que cet informel politique-là requiert une forme de démocratie locale (pas seulement une forme de démocratie) qui n'existe tout simplement pas à Jakarta, faute de décentralisation à l'échelle infra régionale ou un système de partis politiques ancrés localement. L'informel politique serait ici la capacité à influencer une décision par des mécanismes informels (hors de l'élection et des plateformes de négociations prévues par la loi ou les règlements) : les réseaux, le marchandage, l'arrangement, le clientélisme, le lobby, la pression, la menace... Cet informel peut être conçu comme faisant partie intégrante du fonctionnement de l'Etat.

74 Reste à savoir comment définir l'articulation de cet « informel politique » (ou médiation) avec le premier... Différences de terrains, de contextes, et donc (ou, et aussi) de questions de recherche ? A Johannesburg, les règles qui m'intéressent, qui engendrent cette nébuleuse de pratiques et structurent la gouvernance urbaine comme celles des territoires, ce sont des règles publiques, édictées par l'Etat. Alors que dans ton approche de Jakarta, les règles qui te semblent opératoires pour comprendre ce qui régule les quartiers, ce sont des règles sociales, et non légales.

BIBLIOGRAPHIE

ANDERSON, B., 1972, « The Idea of Power in Javanese Culture », *in* C. Holt (ed.), *Culture and Politics in Indonesia,* Ithaca, NY, Cornell University Press, p.1-69.

AUYERO, J., 1999, « 'From the client's point of view': how poor people perceive and evaluate political clientelism ». *Theory and Society*, n°28, p.297-334.

BAYAT, A., 1997 « 'Un-Civil Society': The Politics of the 'Informal People' ». *Third World Quarterly*, n°181, p.53-72.

BÉNIT-GBAFFOU, C., 2008. « Are practices of local participation sidelining the institutional participatory channels? Reflections from Johannesburg ». *Transformation: Critical Perspectives on Southern Africa*, n°66-67, p.1-33.

BÉNIT-GBAFFOU, C., 2011, « 'Up close and personal' – How does local democracy help the poor access the state? Stories of accountability and clientelism in Johannesburg », *Journal of Asian and African Studies*, 46(5), p.453-464.

BÉNIT-GBAFFOU, C., 2012, « Party politics, civil society and local democracy – Reflections from Johannesburg », *Geoforum*, 43(2), p.178-189.

BÉNIT-GBAFFOU, C., et KATSAURA, O., 2014, « Community Leadership and the Construction of Political Legitimacy: Unpacking Bourdieu's 'Political Capital' in Post-Apartheid Johannesburg », *International Journal of Urban and Regional Research,* vol. 38, n°5, p.1807–32.

CHATTERJEE, P., 2004. *The Politics of the Governed: Reflections on Popular Politics in most of the World*, New York, Columbia University Press,.

CUVI, J., JENSEN K., AUYERO J., 2014, « The Paradox of Pacification in Informal Markets: A Historical and Ethnographic Account of La Salada », unpublished paper, Austin: University of Texas, Sociology Department, Ethnography Lab.

DESMOULIÈRE, R., 2011, « L'interface Ville- Port, un front de conflit ? Développement portuaire et expulsions à Tanjung Priok (Jakarta, Indonésie) », mémoire de Master 1 en Géographie, ENS Lyon.

GAY, R., 1999, « 'The Broker and the Thief: a parable. Reflections on popular politics in Brazil », *Luso-Brazilian Review*, vol. 36, n°1, p.49-70.

JELLINEK, L., 1991, *The Wheel of Fortune : The History of a Poor Community in Jakarta*. Sydney, Allen and Unwin.

LIPSKY, M., 1980, *Street-Level Bureaucracy: The Dilemmas of the Individual in Public Service*, New York, Russell Sage Foundation.

LOMBARD, D., 1990, *Le Carrefour javanais. Essai d'histoire globale*, Paris, Editions de l'EHESS.

MULDER, N., 1992 [1989], *Individual and Society in Java ; a Cultural Analysis*, Yogyakarta, Gadjah Mada University Press.

PORTES A., CASTELLS, M., et BENTON, L. (dir.), 1989, *The Informal Economy: Studies in Advanced and Less Developed Countries*, Baltimore, John Hopkins University Press.

ROY, A., 2005, « Urban informality: toward an epistemology of planning », *Journal of the American Planning Association*, vol. 71, n°2, p.147-158.

SIMONE, A., 2004, « People as infrastructure: Intersecting Fragments in Johannesburg », *Public Cultures*, vol. 16, n°3, p.407-429.

SULLIVAN, J., 1992, *Local Government and Community in Java. An Urban Case-Study*. New York, Oxford University Press.

TADIÉ, J., 2006, *Les Territoires de la violence à Jakarta*. Paris, Belin, collection « Mappemonde ».

TADIÉ, J., 2012, « Fires, Urban Environments and Politics in Contemporary Jakarta (1966-2007) », in BANKOFF, G., LUEBKEN, U., et SAND, J. (dir.), *Flammable Cities: Fire, Urban Environment, and Culture in History*, Madison, Wisconsin University Press, p.372-389.

TADIÉ, J., PERMANADELI, R., 2015, « Night and the City: Clubs, Brothels and Politics in Jakarta », *Urban Studies*, 2015, Vol 52(3), p.471-485.

NOTES

1. Le programme Inverses - Informalités, pouvoirs et envers des espaces urbains, coordonné par Jérôme, financé par le programme Emergence(s) de la Ville de Paris (2011-2014) (www.inverses.org). Nous tenons également à remercier les évaluateurs qui ont contribué à l'amélioration de ce texte.

2. Suivant Portes *et al.* (1989), et Roy (2005) dans un cadre spécifiquement urbain. Portes *et al.* définissent en effet l'informel comme « un processus de création de revenus caractérisé par une donnée centrale : il n'est pas régulé par les institutions de la société, dans un environnement légal et social dans lequel des activités similaires sont régulées » (1989, 12). Roy souligne le caractère éminemment politique de la catégorie d'« informel », puisque ce qui différencie activité formelle d'activité informelle est essentiellement la « règle » définie par l'Etat : souvent arbitrairement, sujette à contestations et parfois renégociée.

3. Que nous visitons avec Rémi Desmoulière, qui a réalisé une recherche sur le quartier (2011).

4. Fin 2009, selon l'Agence Foncière, sur 1,5 million de parcelles, 70% ont obtenu un certificat de l'Agence foncière - soit 47% environ ayant un titre plein de propriété, 28% un simple droit d'usage. Mais ces chiffres sont probablement surestimés. Source : http://dki.bpn.go.id/profilkantor.aspx

5. Ancien gouverneur de Jakarta de 2012 jusqu'à son élection comme président de l'Indonésie en 2014.

6. https://www.youtube.com/watch?v=aM_yHd-akZ8, consulté le 10 juin 2015.

7. Lombard (1990) montre combien la « démocratie indonésienne » établie à l'indépendance, et basée sur la *musyawarah*, excluait l'idée de désaccord durable. C'est à ce titre que Soekarno critiqua la nécessité d'une alternance politique, décriée comme un modèle occidental inadapté à la société indonésienne, et finalement la supprima avec le régime de « démocratie dirigée », proclamé en 1957.

RÉSUMÉS

Cet article part de débats animés, engagés entre deux géographes intéressés par la ville et le politique, pour définir les contours du concept d'informel politique, notamment sur la question de la place de l'Etat, de ses règles et pratiques dans le façonnement des jeux de pouvoirs en milieu urbain. Leur entrée, fondée sur la discussion de l'objet de recherche de Claire à Johannesburg, remobilise un terrain plus ancien de Jérôme à Jakarta. Ils partent de la recherche des figures du leadership de quartier à Jakarta, comme révélateur de pratiques politiques locales mais aussi de contextes urbains, politiques et institutionnels. Le dialogue montre un processus de construction intellectuelle où les concepts sont éminemment liés aux contextes de terrain qu'ils servent à décrypter, et construits de manière itérative et dialogique. Il se conclut sur une définition opératoire du concept d'« informel politique », mais aussi, pour chacun des interlocuteurs, par une relecture de leur propre terrain, face à celui de l'autre.

This paper stems from deep debates engaged by to geographers working on politics in the city, and attempting to define the concept of « political informality ». They dispute in particular the place of the State in this definition – public norms, rules and practices in the shaping of power dynamics in the city. The conceptual debate is based on joint empirical fieldwork: based on Claire's research in Johannesburg on local leadership, Jerome revisits with her his research sites in Jakarta – in quest of figures of local leaders in the city. The nature of these figures in Jakarta (and their differences with Johannesburg's) reveals locally embedded political practices, and illuminates the specificities of each institutional, urban and socio-political contexts. The paper, constructed as a dialogue, illustrates the process of constructing academic thought – where concepts are eminently related to the local sites they aim at deciphering, and are constructed in iterative and dialogical ways. Its conclusion proposes an operational definition of the concept of "political informality" but also opens, for each author, to a different way of reading their own research sites, shaped by the encounter with the other.

INDEX

Keywords : Jakarta, Johannesburg, urban governance, local democracy, political informality, informal politics, leader, mediator, eviction, resistance, clientelism
Mots-clés : Jakarta, Johannesburg, gouvernance urbaine, démocratie locale, informel politique, leader, médiateur, expulsion, résistance, clientélisme

AUTEURS

CLAIRE BÉNIT-GBAFFOU

Professeur associé en géographie

School of Architecture and Planning

University of the Witwatersrand, Johannesburg

claire.Benit-Gbaffou@wits.ac.za

www.inverses.org

JÉRÔME TADIÉ

Chargé de recherche en géographie

Institut de recherche pour le développement (IRD), UMR URMIS

jerome.tadie@ird.fr

www.inverses.org